

Informations préliminaires sur le poste

Intitulé du poste	RESPONSABLE DE BASE
Pays & base d'affectation	CAMEROUN –N'GAOUNDERE
Rattachement hiérarchique	Chef de Mission
Création / Remplacement	Remplacement
Durée de la mission	12 mois

Informations générales sur la mission

Contexte

Première Urgence Internationale (PUI) est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité. L'Association mène environ 190 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, la protection, l'éducation, l'eau, l'hygiène et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 4 millions de personnes dans 20 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est, et en France.

Crise Centrafricaine

Plus de trois ans après le démarrage de la crise, la République Centrafricaine présente aujourd'hui des signes positifs de stabilisation et semble initier un début de sortie de crise. Cependant, malgré la signature des accords de paix à Brazzaville en 2014, l'organisation du Forum de Bangui en mai 2015 (qui a réuni les différentes parties prenantes du conflit et de la société centrafricaine) et la tenue des élections présidentielles dans un calme relatif, la situation reste extrêmement volatile. Les groupes et milices armés sont encore extrêmement présents dans le pays et continuent les exactions et pillages.

Depuis que la crise a éclaté en RCA en décembre 2013, plus de 140 000 réfugiés, majoritairement musulmans, ont traversé la frontière camerounaise au niveau des régions de l'Est et de l'Adamaoua. Après une phase de stabilisation durant le second semestre 2014 et quelques retours spontanés, le HCR estime, dans son aperçu des besoins humanitaires pour le Cameroun de décembre 2015, que 253 000 réfugiés centrafricains sont encore présents dans le pays. Si la situation est moins dramatique pour ces populations qu'elle ne l'a été en phase d'urgence durant l'année 2014, elle reste toutefois extrêmement préoccupante avec notamment une couverture des besoins de base que partiellement assurée et des conditions en termes de logement ou d'accès à l'eau, hygiène et assainissement restant préoccupantes et engendrant des risques sanitaires liés à la forte concentration de la population.

En outre, cette vague de réfugiés s'est additionnée au précédent afflux de réfugiés centrafricains entre 2004 et 2011, soit environ 99 000 personnes, installés dans les villages camerounais. Ces réfugiés ont été les premiers à accueillir les nouveaux réfugiés de 2014. Une partie des ceux-ci a été installée dans les sites de réfugiés mis en place dans le cadre de la réponse humanitaire coordonnée par l'UNHCR afin de désengorger les sites frontaliers et assurer une prise en charge efficace des besoins immédiats. A ce jour, 7 sites (Timangolo, Lolo, Mbile, N'Garissingo et Gado à l'Est, NGam, Borgop dans l'Adamaoua) accueillent des réfugiés dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua, regroupant 55% des nouveaux réfugiés.

L'autre partie des nouveaux réfugiés (45%) s'est installée sur les points d'entrée et dans les villages d'accueil. Néanmoins, à ce jour, l'aide humanitaire se concentre essentiellement sur les sites de réfugiés, et les besoins constatés dans les points d'entrée et dans les villages hôtes restent nombreux, urgents et non couverts. L'installation des nouveaux réfugiés a considérablement accru la pression sur les ressources existantes, et plus particulièrement sur les infrastructures d'approvisionnement en eau, les ressources en bois, les infrastructures publiques (écoles, centres de santé...), ce qui a augmenté le risque de tensions entre les communautés hôte et réfugiée.

Au-delà de la situation des réfugiés, la situation structurelle des équipements de base et des pratiques, notamment en termes d'hygiène et d'assainissement, dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua est historiquement mauvaise. La pression supplémentaire des réfugiés dans la zone aggrave encore un peu plus cette situation et a aussi exacerbé les besoins pour les populations locales. L'UNHCR estime ainsi que pour l'Est et l'Adamaoua, ce serait au total (population hôte et réfugiés centrafricains) plus de 740 000 personnes qui seraient en besoin d'une assistance humanitaire (Aperçu des Besoins Humanitaires 2016, Décembre 2015).

Crise Nigériane

Dans la partie septentrionale du Cameroun, l'insécurité imposée depuis 2013 par la secte islamiste Boko Haram a atteint son paroxysme en 2014 et 2015, par l'intensification des incursions et des attaques dans l'état de Borno côté Nigéria. Suite à la déclaration de guerre, par Paul Biya, Président de la République du Cameroun, les incursions de cette secte en territoire camerounais s'intensifient dès mai 2014. De nombreuses populations de l'Extrême-Nord ont quitté leurs domiciles pour trouver refuge dans des familles d'accueil. Aujourd'hui, de nouveaux déplacements et entrées continuent d'être enregistrés. Ces mouvements de la population posent un sérieux problème à l'accès aux ressources et aux besoins de première nécessité. Malgré les efforts consentis par l'Etat du Cameroun, le HCR et

ses différents partenaires, les défis à relever semblent encore énormes.

A ce jour, ces violences ont contraint plus de 192 000 Nigériens à traverser la frontière dont 74 000 vers le Cameroun voisin. 42 000 d'entre eux ont trouvé refuge dans le camp de réfugiés de Minawao qui accueille chaque jour une centaine de réfugiés supplémentaires en provenance des localités frontalières. Il y aurait en outre plus de 82 000 déplacés internes camerounais principalement réparti dans les départements du Logone-et-Chari, du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga.

La région de l'Extrême-Nord du Cameroun a connu depuis l'année 2014 une intensification des incursions et problèmes sécuritaires liés à la secte islamiste Boko Haram. Les problèmes sécuritaires se concentrent essentiellement sur une bande de 15 à 30 km le long de la frontière nigérienne. Ils ont conduit à la fuite des populations camerounaises de ces territoires vers l'intérieur de la région et une augmentation des arrivées de réfugiés nigériens. La région de l'Extrême-Nord est en outre touchée par une crise alimentaire, nutritionnelle et sanitaire structurelle, qui justifie la présence du Cameroun dans le Plan de Réponse Stratégique (SRP) "Région du Sahel" 2014-2016.

Positionnement / Stratégie de PUI dans le pays

Présente depuis avril 2008 au Cameroun, PUI s'est consacrée à la résolution des difficultés dans les secteurs de la sécurité alimentaire et de l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement. Les actions ciblent les réfugiés centrafricains installés à l'est du pays depuis 2006 (Régions de l'Est et de l'Adamaoua) et les populations d'accueil. Les programmes ont évolué afin d'accompagner la progressive autonomie en sécurité alimentaire de ces populations réfugiées centrafricaines, la plupart souhaitant rester définitivement au Cameroun. Le volet EHA progresse également vers une stratégie de responsabilisation à différents niveaux (des usagers aux responsables communaux), notamment dans un contexte de décentralisation de la gestion de l'eau de l'Etat vers les communes. Sur le volet accès à l'eau, en parallèle des constructions et réhabilitations de forages une grande part des activités est consacrée à la formation (des usagers, des comités de gestion de l'eau, des responsables locaux techniques et administratifs). Des sensibilisations sur l'hygiène et l'assainissement sont également menées.

L'arrivée de nouveaux réfugiés en 2014 amène PUI vers une réponse d'urgence qui s'oriente vers les points d'entrée frontaliers et les sites d'accueil (camps en retrait de la frontière), à travers des activités de gestion de camps, EHA, Abris et Moyens d'Existence. En outre, compte tenu du fait que les réfugiés s'installent également dans de nombreux villages de la zone, PUI mène une réponse adaptée à cette configuration. PUI est aujourd'hui gestionnaire des 7 sites de réfugiés centrafricains à l'Est et dans l'Adamaoua et mène de nombreuses activités dans les villages d'accueil de la zone.

En 2015-2016, PUI a élargi son positionnement en ouvrant une base dans l'Extrême-Nord, à Maroua, en réponse à la crise nigérienne pour intervenir auprès des déplacés camerounais via des activités SANME et EHA et des réfugiés nigériens en reprenant la gestion du site de réfugiés de Minawao et une partie des activités EHA sur le site. L'organisation a également étendu ses activités EHA auprès des communes accueillant des réfugiés centrafricains dans la région du Nord.

Programmes

Programmes en cours :

- ECHO : Réponse multisectorielle (EHA et SANME) en faveur des populations impactées par la crise sécuritaire (Extrême Nord)
- GIZ (Fonds Bêkou) : Appui en EHA pour les populations hôtes et réfugiés (Nord et Adamaoua)
- HCR : Autonomisation et amélioration des conditions de vies des réfugiés Centrafricains et des populations hôtes vulnérables (CCCM, Abris, EHA) (Est et Adamaoua)
- HCR : Contribution à l'amélioration des conditions de vies des réfugiés nigériens vivant dans le camp de Minawao (Extrême-Nord)
- ECHO : Intervention en Eau, Hygiène et Assainissement auprès des réfugiés nigériens (Extrême-Nord)
- ECHO : Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations réfugiées centrafricaines et hôtes vulnérables (SAME) (Est et de Adamaoua)

Programmes en attente de validation de financement :

- EuropeAid : Appui à 3 communes dans le transfert de compétences pour la gestion durable des systèmes d'accès à l'eau potable intégrant les notions de qualité de l'eau, d'hygiène et d'assainissement (Nord et Adamaoua)

Configuration de la mission

BUDGET PREVISIONNEL 2016	5 MILLIONS D'EUROS
BASES	YAOUNDE, NGAOUNDERE, BATOURI, MAROUA BASES AVANCEES A MOKOLO, NGAOUI, DJOHONG, KETTE ET TOUBORO
NOMBRE D'EXPATRIES	21 (en poste)
NOMBRE D'EMPLOYES NATIONAUX	Environ 200
NOMBRE DE PROJETS EN COURS	7
PRINCIPAUX PARTENAIRES	UNHCR, ECHO, GIZ
SECTEURS D'ACTIVITES	Sécurité alimentaire, Eau, hygiène et assainissement, Gestion de site, Relance Economique, Réhabilitation et Construction
EQUIPE EXPATRIEE EN PLACE	1 CDM, 1 Adjoint CdM aux Programmes, 1 CAF, 1 Coordo Log, 1 Coordo Wash, 1 Grants Officer, 1 Support log, 1 Support RH-admin, 3 Responsables de Base, 3 RT WASH, 2 RT Urgence, 2 RT CMC, 3 Log/Admin
POSTES VACANTS	1 Coordo RH, 1 Coordo SAME, 2 RT Secal, 1 Responsable Evaluation

Description du poste

Objectif global

Sous la responsabilité du/de la Chef/fe de Mission, le (la) Responsable de base est en charge du bon fonctionnement de la base de Ngaoundéré et de la bonne mise en œuvre des projets développés sur cette base.

Responsabilités et champs d'actions

- ▶ **Sécurité** : Il/Elle est responsable de la sécurité sur sa base.
- ▶ **Programmes** : Il/Elle coordonne les équipes et s'assure de la bonne mise en œuvre du et/ou des projet(s) sur sa base.
- ▶ **Ressources Humaines** : Il/Elle supervise l'ensemble des équipes de la base, personnel expatrié et national.
- ▶ **Suivi logistique, administratif et financier** : Il/elle suit les volets logistiques, administratifs et financiers sur sa base pour la mise en œuvre des programmes, et s'assure du respect des procédures afférentes, avec l'appui fonctionnel du/de la Coordinateur/trice Logistique (CLOG) et du/de la Coordinateur/trice Administratif/ve et Financier/e (CAF) de la mission.
- ▶ **Représentation** : Il/Elle assure la représentation de PUI sur la zone dont il/elle a la charge auprès des partenaires, bailleurs et des différentes autorités.
- ▶ **Coordination** : Il/Elle assure la bonne circulation des informations entre la zone dont il/elle a la charge et l'équipe PUI de coordination, et participe à l'orientation stratégique de la mission.
- ▶ **Evaluation / Stratégie** : Il/Elle participe à l'identification des besoins dans sa zone d'intervention. Il/Elle participe à l'élaboration de la stratégie et propose de nouvelles interventions en fonction des besoins identifiés dans sa zone d'intervention.

Objectifs spécifiques et activités associées

1. Assurer la sécurité des personnes et des biens sur la base :

- ▶ Il/Elle participe à l'élaboration et la révision du plan de sécurité de sa base, et à sa diffusion et compréhension par chacun (expatriés et nationaux).
- ▶ Il/Elle s'assure de la collecte des informations relatives à la sécurité sur sa zone d'intervention, propose une analyse et diffuse à son/sa supérieur/e hiérarchique direct/e de manière régulière ou ad-hoc en cas d'urgence
- ▶ Il/Elle suit avec le coordinateur logistique que les moyens matériels et humains sont suffisants pour assurer une sécurité optimale des équipes, des matériels et bénéficiaires.
- ▶ Il/Elle alerte sans délai son/sa supérieur/e hiérarchique direct/e en cas de mise en danger des équipes ou des bénéficiaires.
- ▶ Il/Elle s'assure qu'en cas d'incident sécurité (réalisé ou avorté), l'information est diffusée sans délai à son/sa supérieur/e hiérarchique direct/e et rapportée selon le format PUI.

2. Assurer la mise en œuvre des programmes et proposer de nouvelles interventions :

- ▶ Il/Elle s'assure du bon déroulement des activités (suivi des objectifs, respect des calendriers et des échéances, suivi budgétaire, contrôle de la qualité, reporting contractuel, ...) et rend compte à son/sa responsable hiérarchique direct/e
- ▶ Il/Elle élabore le plan d'action opérationnel de la zone dont il/elle a la charge en fonction des objectifs définis dans la programmation annuelle de la mission. Il/Elle planifie les activités et veille au respect du calendrier d'activités.
- ▶ Il/Elle s'assure que les bénéficiaires et populations locales comprennent les objectifs du/des projet/s et participent activement à la mise en œuvre.
- ▶ Il/Elle s'assure de la bonne marche des projets sous sa responsabilité et veille au respect des objectifs définis dans la proposition de projet. Notamment, il/elle suit les indicateurs définis, rend compte à son responsable hiérarchique, signale toute difficulté rencontrée dans la mise en œuvre et propose des améliorations ou réorientations si nécessaire.
- ▶ Il/Elle valide les choix techniques, la stratégie et la planification des activités du programme.
- ▶ Il/Elle suit les activités menées et veille à la mise en œuvre de monitorings et/ou d'évaluations, selon les besoins définis par le programme.
- ▶ Il/Elle s'assure que les pratiques respectent les procédures et formats PUI et sont en adéquation avec la politique d'intervention PUI.
- ▶ Il/Elle met en place un système de coordination formelle, l'anime sur le terrain (réunions, rapports écrits...), et rend compte à son/sa responsable hiérarchique direct/e.
- ▶ Il/Elle s'assure du bon archivage de l'ensemble des documents produits dans le cadre du/des projet/s et s'assure que les sources de vérification mentionnées dans les proposals sont disponibles.
- ▶ Il/Elle propose de nouvelles interventions et les discute avec son/sa responsable hiérarchique direct/e.
- ▶ Il/Elle participe à l'identification de besoins sur la base de TdR et avec validation de son/sa responsable hiérarchique direct/e.
- ▶ Lors de la définition de nouvelles opérations, il/elle coordonne les départements techniques concernés, les équipes support administratives et logistiques afin de préparer des propositions de projet complètes et conformes aux formats des bailleurs et aux règles internes de PUI.
- ▶ Il/Elle participe à l'élaboration de la Stratégie de la mission.

3. Superviser l'ensemble des équipes nationales et internationales sur sa Base :

- ▶ Il/Elle supervise l'ensemble des équipes nationales et internationales sur sa base.
- ▶ Il/Elle prépare les profils des postes nationaux sous sa supervision directe, valide les profils de postes nationaux rédigés par le/s responsable/s technique/s de sa base et les diffuse pour validation en coordination (selon le poste).
- ▶ Il/Elle participe au processus de recrutement ainsi qu'à toute décision de mettre fin à un contrat de travail du personnel national sur sa base.
- ▶ Il/Elle s'assure du respect du règlement intérieur de Première Urgence Internationale sur sa base.
- ▶ Il/Elle veille à ce que tout le personnel sous sa responsabilité directe ait une évaluation écrite au moins une fois par contrat et par an.
- ▶ Il/Elle veille à ce que tout le personnel national ait une évaluation écrite au moins une fois par contrat et par an.
- ▶ Il/Elle suit avec l'administrateur basela gestion administrative du personnel national, en particulier des opérations de paie, du suivi des absences, des fiches de présence, et du fichier de planning des congés ainsi que leur archivage (pour les copies).
- ▶ Il/Elle assure ou délègue l'intégration de tout nouveau salarié sur sa base, et s'assure en particulier que le contexte des programmes mis en œuvre, les règles de sécurité, les procédures logistiques, administratives, RH et financières, ainsi que les procédures d'utilisation des moyens de communication et de transport soient expliqués et compris.
- ▶ Il/Elle veille à la gestion d'éventuels conflits interpersonnels sur sa base et rapporte à son/sa supérieur(e) hiérarchique ou au service RH dans le cas où il/elle ne parvienne seul/e à régler le différend.
- ▶ Il/Elle participe à la formation continue des membres nationaux et internationaux de son équipe (appui organisationnel, méthodologique, technique éventuellement...), participe à l'identification de besoins en formation et recommande des actions de formation en interne et/ou en externe.
- ▶ Il/Elle met en place les mécanismes de coordination propre à son équipe et organise sa supervision.

4. Assurer le suivi Logistique, Administratif et financier sur la base

- ▶ Il/Elle appui le logisticien base afin d'assurer l'approvisionnement de la base (support et programme) et adresse de façon hebdomadaire les besoins au/à la Coordinateur/trice Logistique mission en veillant à ce que les procédures internes et bailleurs soient respectées et que les engagements soient conformes aux budgets disponibles.
- ▶ Il/Elle appuie logisticien base à ce que la base (bureau) dispose des équipements minimum convenables au travail, dans des conditions de sécurité optimales.
- ▶ Il/Elle appui le logisticien dans la gestion du parc de véhicules et plus globalement suit le fonctionnement et assure l'entretien des équipements rattachés à sa base.
- ▶ Il/Elle appui le logisticien dans la gestion du stockage des biens et équipements et supervise un suivi des stocks efficace.
- ▶ Il/Elle est responsable de l'optimisation des coûts, il/elle utilise les suivis budgétaires à cette fin et s'assure du bon approvisionnement financier de sa base.
- ▶ Il/Elle participe à l'analyse collective (administration et logistique) des suivis budgétaires, détecte les écarts et propose des ajustements à son/sa supérieur/e hiérarchique direct/e et au/à la Coordinateur/trice Administratif/ve mission.
- ▶ Il/Elle veille à ce que la comptabilité est saisie selon les règles internes et communiquée au/à la Coordinateur/trice Administratif/ve mission selon le calendrier établi.
- ▶ Avec le/la Coordinateur/trice Administratif/ve mission, il/elle participe au suivi de la trésorerie de sa base, suit le l'administrateur base afin qu'il adresse toutes les semaines le prévisionnel de trésorerie au/à la Coordinateur/trice Administratif/ve mission ainsi que les paiements.
- ▶ Avec le/la Coordinateur/trice Administratif/ve mission, il/elle veille à ce qu'un système de contrôle interne est en place sur sa base. Il/elle s'assure du respect de la procédure d'engagement des dépenses et participe à la validation des dossiers d'achat.
- ▶ Il/Elle contrôle la tenue de caisse et veille à ce titre à ce que les soldes de caisses soient en permanence absolument justifiés par les pièces comptables appropriées.
- ▶ Il/Elle suit les différents contrats permettant le fonctionnement de sa base : bail, assurance...

5. Assurer la représentation de PUI dans la zone couverte par sa base

- ▶ Il/Elle participe aux réunions de coordination et en est un membre actif.
- ▶ Il/Elle assure et coordonne avec ses équipes la représentation de PUI dans le domaine du projet mis en œuvre.
- ▶ Il/Elle veille aux bonnes relations entre PUI et les autres acteurs : autorités administratives, traditionnelles, UN, ONG, représentants des réfugiés... notamment en développant une communication active avec elles.
- ▶ Il/Elle analyse et transmet à son responsable hiérarchique les informations collectées. Selon les besoins du programme et/ou les informations collectées, il/elle coordonne et diffuse des rapports de monitoring et d'évaluation aux personnes concernées.
- ▶ En cas de visite Bailleur, il/elle participe à l'organisation et à la mise en œuvre de la visite.
- ▶ Il/Elle est le garant de l'image de Première Urgence Internationale dans sa zone d'intervention et veille à ce titre à ce que l'ensemble du personnel sous sa responsabilité ait un comportement en adéquation avec les valeurs défendues par l'organisation et respectueux de la culture locale.

6. Assurer la coordination dans la zone d'opération et la circulation de l'information :

- ▶ Il/Elle est responsable de la rédaction des rapports bailleurs des programmes mis en œuvre sur sa base, rapports dont il/elle rédige tout ou parties (consolidation des parties techniques rédigées par le/s responsable/s et/ou référent/s technique/s sur sa base).
- ▶ Il/Elle envoie les rapports internes et externes à son/sa supérieur/e hiérarchique direct/e en respectant les délais de validation

interne (sitrep, rapport d'incident) et échéances contractuelles externes (rapports de projets).

- ▶ Il/Elle organise la circulation de l'information de la base vers la coordination terrain et de la coordination terrain vers la base (Sitrep périodique et ad-hoc).
- ▶ Il/Elle participe aux réunions de coordination interne dont il/elle est un membre actif.

Profil recherché

Savoirs et Savoir Faire recherchés

	INDISPENSABLE	APPRECIÉ
FORMATION	▶ Gestion de projets	▶ Connaissance Technique : EHA, agronomie, logistique, administration...
EXPERIENCE PROFESSIONNELLE	▶ Expérience humanitaire ▶ Expérience internationale ▶ Expérience en logistique et administration	▶ Expérience en projets d'urgence, notamment avec réfugiés/déplacés ▶ Expérience avec des bailleurs UN ▶ Expérience en gestion de la sécurité
CONNAISSANCES & APTITUDES	▶ Bonne qualité organisationnelle ▶ Capacités managériales ▶ Connaissances en gestion de projets	▶ Ouverture de base
LANGUE	▶ Français	▶ Anglais
INFORMATIQUE	▶ Pack Office	▶ Auto Cad, logiciel de création de plans ▶ SIG, cartographie

Caractéristiques personnelles attendues (intégration à l'équipe, adéquation au poste et à la mission)

- ▶ Autonomie, prise d'initiative et sens des responsabilités
- ▶ Aisance relationnelle, sens du contact
- ▶ Excellentes capacités d'organisation
- ▶ Excellentes capacités managériales
- ▶ Excellente diplomatie et sens de la négociation
- ▶ Capacité à faire preuve d'autorité
- ▶ Bonne résistance au stress et à la pression
- ▶ Adaptabilité
- ▶ Pragmatisme, objectivité et prise de recul
- ▶ Sens de l'engagement
- ▶ Fiabilité et rigueur
- ▶ Goût pour le travail de terrain

Conditions proposées

Statut

- ▶ **SALARIE** en Contrat à Durée Déterminée

Éléments de rémunération

- ▶ **SALAIRE BRUT MENSUEL** : de 1 870 à 2 200 Euros selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre d'ancienneté avec PUI

Frais pris en charge

- ▶ **FRAIS PRIS EN CHARGE** notamment transport AR Domicile / Mission, visas, vaccins...
- ▶ **ASSURANCE** comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistance 24/24h, rapatriement et prévoyance
- ▶ **HEBERGEMENT** en maison collective
- ▶ **FRAIS DE VIE** (« Per diem »)

- ▶ **REGIME DE BREAK** : 5 jours ouvrés à 3 et 9 mois de mission + prime de break
- ▶ **REGIME DE CONGES PAYES** : 5 semaines de CP / an + billet A/R au domicile tous les 6 mois